

Grèce: miner la *fabrique sociale* (I)

Charles-André Udry, *Alencontre*, 18 novembre 2012



Devant un bureau de l'office du chômage à Athènes

La phase qui s'étend du 20 octobre au 17 novembre 2012¹ est d'une particulière importance dans la situation socio-politique de la Grèce. Ses conséquences sont encore difficilement prévisibles. Dans un premier temps, saisir de manière quelque peu précise les traits de la sombre et dangereuse situation socio-économique nous apparaît comme un préalable avant des considérations sur le «modèle Syriza».

Une récente étude rendue publique par le professeur Haralambos Papa Georgiou, à l'occasion de la conférence nationale de pathologie interne qui s'est tenue à Athènes du 18 au 20 octobre 2012, indiquait que 33% des femmes et 25% des hommes vivant en Grèce souffraient de dépression moyenne à sérieuse. La cause principale en était les répercussions de la dépression économique, avec toutes leurs manifestations sur la vie quotidienne d'une très large majorité de Grecs et sur les possibilités d'une projection dans l'avenir.

Le gouvernement n'a-t-il pas prévu, début novembre 2012, de réduire l'allocation attribuée aux personnes frappées d'invalidité à 80%, après avoir déjà réduit en mai 2012 les rentes versées aux personnes considérées comme souffrant d'une invalidité inférieure à ce taux? Le 7 novembre 2012, il a dû reculer. Momentanément? Dès le mois de septembre 2012, les personnes handicapées manifestaient sur la place Syntagma. Le 28 septembre, deux cars de CRS (MAT) bloquaient l'accès de la rue Leoforos Vasilissis Sofias afin de «protéger» le parlement de ce désagrément provoqué par quelque 700 personnes handicapées!

Le 29 août 2012, Giorgios Chatzis laissait un message sur le téléphone de sa femme: «*Je ne reviendrai pas à la maison. Je n'ai plus rien à offrir. Je ne suis plus rien. Je vous aime tous. Prends soin des enfants...*». Ce travailleur de la construction, âgé de 60 ans, venait d'apprendre qu'il avait perdu sa rente d'invalidité s'élevant à 350 euros. Il la touchait depuis quatre ans, «en plus» d'une préretraite de 50 euros par mois. Ces 400 euros constituaient le seul revenu pour toute la famille. Lorsqu'il a appris, suite à divers recours initiés en février, qu'il perdait sa rente d'invalidité, il mit fin à ses jours. Son corps fut retrouvé plus tard. Giorgios Chatzis aurait dû attendre cinq ans sans revenu pour recevoir une retraite réduite à quelque 300 euros. En effet, le dernier paquet d'austérité prévoit de reculer l'âge ouvrant le droit à la retraite à 67 ans, ce qui aurait augmenté de deux ans le nombre d'années durant lesquelles il n'aurait pas cotisé au fonds de retraite du secteur privé; ce qui aurait encore réduit le montant mensuel de ce qui est qualifié «retraite».

¹ Ce samedi 17 novembre 2012 est marqué par la commémoration du 39e anniversaire du soulèvement étudiant des 15-17 novembre 1973, à la Polytechnique d'Athènes, contre le pouvoir dictatorial; et surtout de sa répression sanglante suite à l'entrée des chars de l'armée dans l'enceinte de la Polytechnique: 24 morts et plus de 886 arrestations avec utilisation de la torture. Ce soulèvement fut un moment important dans la chute en 1974 de la dictature. Un slogan unificateur était: «*Du pain, l'éducation et la liberté*». Plusieurs milliers de personnes, étudiants entre autres, ont manifesté ce 17 novembre 2012 à Athènes, en clamant aussi leur solidarité avec la population de Gaza. Les nazis de l'Aube Dorée déniaient, malgré les nombreuses études historiques faites depuis lors (entre autres celles de l'Institut du Centre national de recherches), que les chars et la dictature aient assassiné des étudiants. Le négationnisme fait partie de leur identité politique. Une partie de la presse de droite passe le message selon lequel, des étudiants engagés dans ce soulèvement ont fait, par la suite, carrière au PASOK. Ceux de droite ont simplement continué la leur dans les wagons de Konstantinos Karamanlis qui redevint premier ministre en juillet 1974.

Le 15 novembre 2012, la presse grecque annonce qu'une jeune infirmière – qui venait d'être licenciée suite aux mesures d'austérité dans le secteur de la santé – s'est jetée du sixième étage dans le district athénien de Pangrati. Sa sœur a tenté de la retenir. Elle a échoué. Un double drame. Le même jour, le quotidien *Democratia* rapporte le suicide par le feu – derrière l'hôpital Amalia Fleming situé dans la banlieue Melisia d'Athènes – d'une jeune femme, âgée de 20 ans, condamnée au chômage. Des habitants ont appelé la police lorsqu'ils ont entendu des cris et vu des flammes. Sa famille, à sa recherche, l'a reconnue sur une photographie médico-légale auprès de la police.

Quand une «crise-gangrène» (capitaliste) détruit la vie de jeunes, elle traduit, sans fard, son authentique violence mortifère. Depuis trois ans, plus de 3000 suicides ont été «enregistrés» en Grèce. En écho lugubre, une récente étude du Département d'obstétrique et de gynécologie de l'hôpital universitaire Areteion d'Athènes attire l'attention sur un accroissement alarmant des morts *in utero*, corrélé au «stress social».

L'effondrement

Voilà quelques-unes parmi les centaines de milliers de tragédies que dissimulent, en quelque sorte, les chiffres secs de l'évolution du PIB ou du chômage. La Grèce connaît depuis le troisième trimestre 2008 une phase de dépression. Une dépression similaire, dans son ampleur, à une situation de guerre. Mais, cette fois il s'agit d'une guerre sociale, avec des dimensions autoritaires «modernes» qui commencent à émerger. Selon le dernier rapport de l'OCDE, l'évolution annuelle du PIB à prix courants est la suivante: 2008: -0,13%; 2009: -3,1%; 2010: -4,9%; 2011: -7,1%; 2012: -6%; 2013: -4,2%.

Le 14 novembre 2012, l'Hellenic Statistical Authority (ELSTAT) publiait ses estimations pour le troisième trimestre 2012. Le PIB, à prix constants (référence 2005), avait baissé de 7,2% par rapport au même trimestre de 2011; et cela malgré une «bonne année touristique 2012» qui influe sur les résultats du troisième trimestre! L'évolution des huit trimestres de 2010 et 2011 et des trois de 2012 (par rapport au même trimestre de l'année précédente et à prix constants) est la suivante: 2010: -1%, -2,8%; -6,6%; -9,9%; 2011: -8,8%; -7,9%; -4,0%; -7,9%; 2012: -6,7%; -6,3%; -7,2%. La forte pente déclinante ressort bien.

De fin 2008 à fin 2012, le PIB se sera effondré (au moins) de quelque 21%. En 2013, la barre des 25% sera nettement franchie, d'autant plus que vont entrer en vigueur: l'ensemble des coupes budgétaires et hausses d'impôts diverses adoptées par une majorité «troïkane» du parlement le 14 novembre 2012; les diminutions des salaires comme des diverses «allocations sociales»; la montée du chômage effectif et du travail à temps partiel.

A cela s'ajoute l'écroulement brutal des investissements productifs depuis le troisième trimestre 2008: en volume (indice 100 en 2002), ils ont passé d'un indice proche de 175 début 2009 à 75 fin 2011. En outre, la récente dynamique relative des exportations – vantée par le gouvernement et la droite – va être freinée par le contexte récessif européen, ce qui peut s'entrevoir déjà. Et, surtout, en volume, les exportations ont passé d'un indice de 140 en début 2009 (indice 100 en 2002) à moins de 120 à la mi-2012.

Enfin, la masse des impayés fiscaux recensés (impôts, taxes, TVA, etc.) a passé, de juin à septembre 2012, de 3,8 milliards d'euros à plus 10 milliards (certaines estimations la considèrent supérieure). La relation entre la violente baisse des dépenses publiques et une hausse attendue des recettes fiscales ne correspondra certainement pas à celle envisagée par le gouvernement et ses précepteurs troïkiens. Cela servira à justifier, officiellement, de nouveaux «paquets d'austérité». Une telle dépression – dans sa durée et son ampleur – est une «première» en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Se nourrir, se chauffer, de déplacer...

Le secteur de la construction, qui occupe une place importante dans le capitalisme grec, a reculé de 27,5% d'août 2011 à août 2012. Près de la moitié des travailleurs de la construction ont perdu leur emploi depuis 2007. L'affaissement des permis de construire dans l'ensemble du pays – pour les grandes villes le processus est plus accentué – est de 27,3% au cours des neuf premiers mois de 2012. La combinaison entre la contraction du revenu des ménages, la sévère restriction des crédits bancaires et la hausse des impôts sur les revenus comme sur la propriété suffit à expliquer ces statistiques.

Le nombre de sans-logis est estimé à 40'000, un nombre qui aurait explosé si le logement familial ne servait pas d'amortisseur, si le regroupement dans un même logement de plusieurs personnes ne devenait pas une contrainte, si n'existait pas la possibilité d'un repli – dont la durée peut être limitée – sur un logement hérité dans une région moins urbanisée. Si aboutit la proposition d'élus de la Nouvelle Démocratie, entre autres Makis Voridis, de supprimer la protection légale des propriétaires endettés à hauteur de 200'000 euros et moins pour leur logement principal, le nombre de sans-logis va prendre l'ascenseur.

Et lorsqu'une famille dispose d'un logement, faut-il encore qu'elle puisse le chauffer à l'approche de l'hiver. Le prix du litre de mazout de chauffage a été fixé par le Ministère des finances à 1,35 euro (soit 1,63 CHF), une augmentation de 35% par rapport à l'année passée; la baisse des prix du mazout sur le marché international a évité un prix qui était initialement fixé entre 1,40 et 1,60 euro par litre.

Les distributeurs, après négociation, ont de suite annoncé qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de vendre le mazout à ce prix. Leurs ventes ont baissé de 50% par rapport à 2011. Dans le nord de la Grèce, d'octobre 2011 à octobre 2012, la demande s'est tassée de 80%. La température clémente, jusqu'en novembre, ne peut expliquer une telle baisse. Dès lors, même lorsque le froid frappera, l'impossibilité pour des secteurs entiers de la population d'acheter du mazout se confirmera. Les quelques mesures pour les familles à revenu très bas concédées, au dernier moment, par le ministre des Finances ne changeront pas la tendance, même si une ligne téléphonique est mise à disposition de ceux qui voudraient obtenir un rabais!

Le quotidien *Kathimerini* (4 novembre 2012) considère, selon les pronostics du secrétaire de la Fédération des livreurs et commerçants de fioul (POPEK), que 3000 à 3500 entreprises sur les 7000 devront mettre la clé sous le paillason. En zone rurale, la forte hausse de l'utilisation du bois de chauffage est un indice de l'impossibilité de se chauffer en utilisant le mazout.

Arthouros Zervos, le PdG de la Public Power Company (la société publique d'électricité), a révélé que 30'000 ménages ou «entreprises» étaient sujettes, chaque mois, à des coupures d'électricité suite au non-paiement des factures (qui comportent aussi des impôts immobiliers). Le prix de l'électricité a déjà été augmenté et, dès janvier 2013, une hausse de 40% interviendra, en deux ou trois étapes. Cela concerne l'électricité pour les ménages et les «petites entreprises» (bas voltage). Quant au prix des transports publics ils augmenteront encore, dès mars 2013, d'environ 25% (bus, métro, tram, etc.).

Le 31 octobre 2012, l'ELSTAT publiait sa statistique sur les ventes de détail. L'effondrement des ventes dans l'alimentation offre une autre illustration des effets sur la vie quotidienne d'une majorité de la population de la crise capitaliste d'ensemble, de ses traits spécifiques au sein de la formation sociale grecque et, en particulier, des contrecoups produits par le choc des «remèdes» administrés par la Troïka (UE, FMI, BCE). En volume (à prix constants), les ventes de biens alimentaires ont fléchi de 5,5% en 2010 (par rapport à 2009), de 6% en 2011 (par rapport à 2010).

L'affaissement s'est accentué au cours des 8 premiers mois de 2012 par rapport à la même période de 2011. En août 2012, le volume des biens alimentaires vendus a reculé de 8,2% par rapport à août 2011. Si l'on prend en considération le volume des ventes du secteur de l'alimentation, des boissons et du tabac, en août 2012 (par rapport à août 2011) la diminution est de 13,3% et de 14,9% pour le secteur de l'habillement et les chaussures.

A leur façon, voici quelques révélateurs du fait que la faim commence à tennailler une partie croissante de la population: l'essor des «soupes populaires»; la distribution de nourriture par diverses ONG et initiatives solidaires; la recherche de nourriture dans les poubelles; les pratiques de troc (comme cela s'était produit en Argentine en 2001-2002); le «geste» des supermarchés de mettre en vente – de manière «visiblement séparée», selon les recommandations gouvernementales – les produits ayant dépassé leur date de péremption; les apparentes baisses de prix liées à des reconditionnements dans les grandes surfaces.

Chômage et paupérisation

Le PDG d'une des plus grandes firmes mondiales d'investissement sur le marché obligataire, PIMCO, basée en Californie, Mohamed A. El-Erian, dans un article publié, le 9 novembre, par la CNBC à propos de la situation économique en Grèce, parlait de «*génération perdue*» pour ce qui a trait au chômage. Il soulignait aussi «*les risques d'instabilité sociale*» si de nouvelles mesures d'austérité étaient adoptées. El-Erian n'a pas l'âme d'un assistant social. C'est un professionnel du risque... financier.

Le 8 novembre 2012, l'ELSTAT a publié sa dernière note sur la situation du chômage en août 2012. En août 2011, le taux de chômage en Grèce était de 18,4%; en août 2012, il était de 25,4%; un mois auparavant, il se situait à 24,8%. Ces chiffres – qui sous-estiment le chômage effectif (entre autres toutes les formes de sous-emploi, de non-recherche d'emploi) – vont suivre, au cours du 4^e trimestre 2012, une pente ascendante plus marquée que celle empruntée entre juin et août 2012.

Entre août 2011 et août 2012, le nombre de chômeurs et chômeuses a augmenté de 38,4%, soit 351'666. Entre juillet et août 2012, une période où le tourisme déploie ses effets positifs sur l'emploi, 23'442 personnes se sont pourtant jointes à la file des chômeurs. En août 2008, le nombre de personnes employées s'élevait à 4'562'311. En août 2012, ils étaient 3'726'663. Les chômeurs étaient au nombre de 371'138 en août 2008 et de 1'267'595 en août 2012.

La ventilation par génération donne tout son sens à la formule «*génération perdue*». En août 2012, 58% des jeunes entre 15 et 24 ans étaient au chômage et 32,9% de ceux et celles entre 25 et 34 ans. La hausse du chômage dans les tranches d'âge de 45 à 54 ans et de 55 à 64 ans est explosive et va avoir des effets, dans un premier temps, sur leur revenu (allocations de chômage réduites), puis sur leurs retraites et conduire à une paupérisation rapide de ces couches de salarié·e·s. Respectivement le chômage de ces deux tranches d'âge passe entre août 2008 et août 2012 de 4,3% à 18,3% et de 3% à 14,5%.

A ces données, il faut ajouter les effets de la limitation à 12 mois du versement des allocations chômage. Selon les données de l'ELSTAT, à la fin du deuxième trimestre de 2012, 700'000 chômeurs et chômeuses de longue durée se trouvent déjà sans revenu.

En 2013, des licenciements importants se profilent. La réorganisation du secteur bancaire (fusions et fermetures) aboutira à quelque 20'000 licenciements sur un total de 56'000 salarié·e·s. Dès avril 2013, le processus devrait s'enclencher. Les sommes allouées sous formes d'indemnités ou de dédommagements seront, dorénavant, frappées d'un impôt massivement accru. Par exemple, les sommes allant jusqu'à 60'000 euros n'étaient pas soumises à l'impôt. Actuellement, un dédommagement de 48'000 euros sera frappé d'un impôt de 30% et de 45% au-dessus de 60'000 euros (10% antérieurement).

Des sociétés importantes déposent leur bilan et le mouvement va s'accélérer durant les mois à venir. Ainsi, la plus grande firme d'ameublement, active dans la production comme la vente, NEOSET, a vu son chiffre d'affaires en Grèce baisser de plus de 60%. Le 13 novembre la banqueroute est enregistrée. Elle «occupe» en Grèce 1014 salarié·e·s. Active dans divers pays (Russie, Roumanie, Bulgarie, Canada, etc.), elle avait joué, ces derniers mois, la carte: «Achetez grec». Cela n'a pas suffi! L'autre firme réputée du même secteur, SATO, a fait faillite en octobre 2012.

Dans le secteur public est en marche le procédé consistant à créer une «réserve de travail». En d'autres termes, des employé·e·s de l'administration publique centrale et des municipalités vont être versés dans une «réserve», pour un an, avec un salaire réduit de 25%. Si dans un an, aucune nouvelle place n'est disponible, ils seront licenciés sans compensation!

L'opération mise à la «réserve de travail» se centre, d'abord, sur quelque 2000 employé·e·s qui sont entrés dans le secteur public en transférant leur statut de «personnel disposant d'un contrat privé» à celui de membre du secteur public, cela sans passer par la sélection officielle de l'ASEP (Conseil supérieur de la sélection du personnel). Ainsi sont visés celles et ceux qui ont obtenu un emploi à partir de «connexions» politiques. Ce qui explique les réticences de nombreuses instances municipales à envoyer au ministre Antonis Maniakis la liste de celles et ceux qui doivent commencer à remplir «la réserve». Le choix de la première cible tend à légitimer les licenciements dans ce secteur.

Le voile est ainsi mis sur la restructuration massive du secteur public (suppression de divers services, institutions, départements, etc.) qui interviendra en 2013 suite aux plans de réformes administratives imposés par la Troïka. Le chiffre de 20'000 nouveaux «réservistes», pour l'année 2013, est déjà mentionné, sans tenir compte du blocage généralisé des nouveaux engagements. L'application de ce plan est un facteur de tension au sein de la coalition gouvernementale entre la Nouvelle Démocratie, le PASOK et la Gauche démocratique. Ces futurs «réservistes» constituent aussi une réserve de votes. Le ministre insiste pour l'heure sur celles et ceux qui ne seront pas concernés, par exemple ceux dont la femme a pris une retraite anticipée. L'énumération de ces exceptions fait partie des manœuvres de division et de confusion habituelles en la matière.

Ainsi, il est mentionné que les salarié-e-s des entreprises publiques de l'eau, de l'électricité, des chemins de fer ne sont pas concernés par cette «réforme». Or, ces entreprises sont sur la liste des privatisations qui déboucheront sur une purge sévère du nombre de travailleurs et de travailleuses.

Pour disposer d'une vue plus complète du «marché du travail», il faut savoir entendre la déclaration du secrétaire du syndicat des inspecteurs du travail, Michalis Salaris. Il indiquait, en septembre 2012, que plus de 400'000 salarié-e-s, en 2011, avaient été payés avec au moins trois mois de retard. Ce nombre a dû exploser en 2012. En outre, la pratique de ne payer qu'une partie du salaire – face à la menace d'une faillite imminente – se répand.

Quant aux «indépendants» (aux auto-employés), selon le responsable de leur organisation, Antonis Kourkoulis, environ 40% d'entre eux se trouvent dans l'impossibilité de payer leurs contributions à leur fonds de retraite et d'assurance-maladie. Ce qui prélude à de futures catastrophes sociales.

Le chômage et ses menaces va exercer une pression énorme sur les salaires. Olli Rehn, commissaire européenne aux Affaires économiques et monétaires, se réjouit du «succès» d'une baisse de 15% des coûts unitaires du travail en 18 mois. Nous reviendrons sur les effets insignifiants, du point de vue même du commissaire, d'une telle baisse pour une relance supposée de la «compétitivité» de la Grèce, dont la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total a passé de 13% en 2002 à 9% en 2012.

Pour l'heure, il est plus utile de disposer d'une «image» plus concrète. Le nouveau «paquet d'austérité» fixe à 510,95 euros brut par mois le salaire minimum pour un salarié de moins de 25 ans. Supposons que ce jeune trouve un emploi. Il aura droit à une augmentation de 10% tous les trois ans. Après neuf ans de travail, il recevra un salaire brut de 660 euros (soit, au cours actuel, 799 CHF). Le salaire minimum brut de ceux et celles ayant plus de 25 ans sera de 586,08 euros. Tous les trois ans, de même, ils «auront droit» à une augmentation de 10%. Après neuf ans, ils atteindront les sommets de 761 euros brut par mois.

Un petit calcul: 510 euros pour 4 semaines de 40 heures, cela fait 3,187 euros de l'heure. Or, dans la conjoncture actuelle, les employeurs privilégient les emplois à temps partiel afin de ne pas verser de cotisations sociales. Quant aux salariés à temps partiel, ils n'ont pas de chance de recevoir une allocation de chômage. Le salaire minimum est décidé par le Ministère du travail et cette «règle» devrait rester en vigueur jusqu'à ce que le chômage tombe à 10%.

L'ELSTAT, dans une note publiée le 2 novembre 2012, évaluait le nombre de personnes vivant en dessous de la «ligne de pauvreté» à 2,34 millions, en 2010, ligne fixée à 60% du salaire médian qui a d'ailleurs baissé depuis cette date de référence. Pour la seule année 2010, 5% de la population a vu ses revenus réels tomber en dessous de la ligne de pauvreté de 2009 et rejoindre les 20% qui y étaient déjà reclus. Il est donc certain qu'en 2012 le nombre de personnes survivant en dessous – souvent largement en dessous de cette dite ligne – doit atteindre quelque 3,3 millions de personnes. La pauvreté frappe avec plus de force les enfants de 0 à 15 ans (revenu des ménages, entre autres mono-parentaux) et les personnes de 65 ans et plus².

² Voir l'étude de Manos Matsaganis et Chrysa Leventi, [Inequality, poverty and the crisis in Greece](#), 2011, ETUI Policy Brief, No. 5, septembre 2011.

La destruction de la «fabrique sociale» est à l'œuvre. Pour l'heure, les mobilisations socio-politiques font barrage à l'explosion de tensions exacerbées (qui existent déjà) entre divers «fragments» de la société et à la crainte de «l'inconnu» qui s'empare de fractions de la population.

Grèce: chambardement socio-politique (II)

Charles-André Udry, *Alencontre*, 25 novembre 2012



Chaque jour, les données ayant trait à la situation socio-économique grecque confirment, de manière déchirante, ce que nous avons qualifié de destruction de la fabrique sociale. Ainsi, le 22 novembre 2012, le Ministère «*de l'ordre public et de la protection des citoyens*» publiait les chiffres officiels des suicides et tentatives graves enregistrées de suicide entre le 1er janvier 2009 et le 28 août 2012. Le ministre Nikos Dendias répondait à une question posée par un député de SYRIZA. Celui-ci exigeait des données certifiées concernant les suicides ainsi qu'une confirmation du rapport de l'Unicef indiquant que 439'000 enfants souffraient de malnutrition. Sur ce dernier point, Dendias a, pour l'instant, fait l'impasse. Les chiffres ayant trait aux suicides s'égrènent de manière lugubre ainsi: 2009: 677; 2010: 830; 2011: 927; 2012: 690 jusqu'au 23 août. C'est à Athènes (355) et à Thessalonique (319) que ces actes de désespoir sont les plus nombreux. Le ministre, qui est aussi connu pour ses campagnes vigoureuses contre les migrant·e·s, dans sa déclaration, a séparé la croissance si explicite des actes de désespoir du contexte social, en mettant l'accent sur des causes «singulières». Or, ce que l'on pourrait qualifier de «causes singulières» s'amalgame spécifiquement dans un contexte qui les transforme ainsi en passages à l'acte.

Euthanasier, de fait, les malades chroniques?

Nous avons aussi mis en relief le seuil misérable du salaire minimum pour les moins de 25 ans (comme d'ailleurs celui pour les plus de 25 ans). Le 18 novembre, dans un débat sur la web TV *E-Nikos.gr*, un étudiant en comptabilité, Vasilis Themistoklis, mit en déroute les représentants politiques de la coalition gouvernementale. Il additionna simplement les dépenses contraintes, puis a soustrait ce montant du salaire minimum net de 450 euros, tel que décidé par le gouvernement et la Troïka au nom de la «restauration de la compétitivité» et du paiement de la dette.

Voici son calcul, en tenant compte du fait que sa compagne est au chômage (58% des jeunes de moins de 25 ans le sont) et que certaines dépenses élémentaires sont donc «doublées»: «*J'aurais besoin de 200 euros mensuels pour un logement de 20 à 30 mètres carrés; de 50 euros pour l'électricité; de 5 euros pour l'eau; de 0,5 euro pour deux pièces de pain par jour; de 10 euros de téléphone par mois; de 28 euros mensuels pour le transport. A cela, il faut ajouter 1 euro par jour pour la nourriture et une fois par semaine deux cafés dans un bar. Tout cela se monte à 432 euros. Il me reste donc 18 euros. J'aurais besoin de 100 litres de mazout pour me chauffer à un prix de 1,40 euro le litre. Combien de litres puis-je acheter avec 18 euros?*» Vasilis, de manière très simple, a fait la démonstration qu'il était impossible de vivre avec 450 euros. Et que 600 à 700 euros ne pouvaient que couvrir les dépenses les plus élémentaires de survie. Les représentants des partis de la coalition ne répondirent que par des onomatopées. Vasilis les avait mis échec et mat, eux qui voulaient centrer le débat sur le dilemme euro versus drachme. Il illustrait ainsi le mot d'ordre que la

gauche de SYRIZA a toujours avancé et qui a été adopté jusqu'à maintenant: *«Pas un seul sacrifice imposé au nom de la défense de l'euro»*.

Le 22 novembre 2012, la presse publiait le résultat d'une enquête portant sur le revenu des ménages effectuée par l'Hellenic Statistical Authority (ELSTAT). Au-delà de l'aspect biaisé des moyennes, l'enquête indique une chute de 15% de ce revenu entre le 2e trimestre 2012 et le 2e trimestre 2011. Les allocations sociales, sur la même période, ont baissé de 9,5%. Par contre, les ménages ont connu une hausse des impôts de 37% entre ces deux dates. L'ELSTAT considère que la perte du revenu disponible des ménages s'élève à 5,4 milliards d'euros. Des données qui expliquent pourquoi 853'282 personnes sont enregistrées auprès de divers organismes officiels, y compris de l'Eglise, pour avoir accès à une aide alimentaire quotidienne (6 Meres, 21 novembre 2012). Et les mesures du troisième Mémorandum, adopté le 7 novembre, n'ont pas encore déployé leurs effets acides.

Enfin, le 20 novembre, les autorités scolaires de la préfecture de Trikala (Grèce centrale) indiquaient que la majorité des écoles ne pouvaient plus être chauffées alors que la température se situait à 10 degrés Celsius. Des enseignants du primaire et du secondaire, ayant une connaissance de l'histoire, ont déclaré que l'on était retourné au début des années 1950 (immédiatement après la guerre civile) où les enfants et adolescents se rendant à l'école devaient tenter de se protéger avec plusieurs couches d'habits. Est-ce cela que le gouvernement de coalition, complice de la Troïka, considère être les conditions «d'un sauvetage de la Grèce»?

A quoi il faudrait ajouter la décision présentée par le secrétaire d'Etat à la santé Marios Salmas, indépendamment du troisième Mémorandum: une participation de 10 à 25% pour l'achat de médicaments concernant des maladies chroniques telles que l'insuffisance rénale, le Parkinson, différents types de diabète, l'épilepsie, une maladie neuro-dégénérative (maladie de Charcot), etc. La décision est «sophistiquée». La prise en charge par le patient est de 10% pour les médicaments liés directement à la maladie et de 25% pour ceux qui sont considérés comme liés indirectement à la pathologie considérée comme première.

La presse donne des exemples de familles à bas revenus dont un membre a besoin d'une dialyse, ce qui nécessite une dépense de 500 euros par mois, qui seront contraintes d'arbitrer entre continuer des soins ou répondre à leurs besoins alimentaires. Des journalistes ont posé la question, avec une tonalité amère: «Le ministère ne devrait-il pas édicter une loi ayant trait à l'euthanasie pour les personnes frappées de maladies chroniques?» De nombreux médecins ont réagi non seulement contre cette décision, mais aussi contre la taxe de 25 euros à payer pour être admis dans un hôpital pour examens ou intervention. Ces médecins ont décidé qu'ils recevraient, le mercredi, des patients dont les revenus sont dérisoires sans qu'ils doivent verser un seul euro.

«Il ne s'agit que de choses à régler»

Ce délabrement en cours de la société grecque n'est pas le simple résultat d'une crise d'ensemble du capitalisme européen (pour ne mentionner que ce continent), mais d'un cumul de plans d'austérité (Mémorandums) imposés en mai 2010, février 2012 et octobre 2012 par la Troïka (BCE, UE, FMI) de concert avec les créanciers privés (banques, fonds d'investissement, etc.) qui avaient fait de la Grèce un hôte ensoleillé pour leur business durant les années 1990 et 2000.

Le contenu des Mémorandums est présenté comme un ensemble de mesures strictement techniques visant à «rééquilibrer les comptes publics», «atteindre un ratio raisonnable dette/PIB», «accroître la compétitivité de l'économie grecque», «fluidifier le marché du travail», «introduire une efficacité des instances administratives et gouvernementales, afin d'imposer une bonne gouvernance», autrement dit une gestion similaire à celle d'une entreprise «lancée dans la compétition mondiale», etc. La société grecque et son histoire, les classes sociales qui les structurent n'existent pas. Toutes ses composantes sociales sont strictement réifiées; il ne s'agit que de «choses à régler», avec efficience. Elles deviennent donc l'objet d'une «action rationnelle» d'experts qui ne peut pas être mise en cause. Celle-ci doit y compris échapper au fonctionnement d'une démocratie formelle bourgeoise lorsque ses caractéristiques font obstacle aux «raisons supérieures» de «l'ordre économique» de la zone

euro et d'une de ses pièces, mineure, la Grèce. Dans ce sens, les termes Mémorandum, état d'exception et état d'urgence dialoguent entre eux.

Les traits particuliers du système institutionnel et politique grec, décriés aujourd'hui par la Troïka et ses divers relais, n'étaient pas de l'ordre du secret lorsque la Grèce adhéra en 2001 à la zone euro. Les banques françaises (Société Générale, Crédit Agricole, PNB Paribas), les sociétés allemandes, telle Siemens au centre d'un des nombreux scandales de corruption (donc de corrupteurs et de corrompus), les banques suisses ou luxembourgeoises qui recevaient des centaines de millions des grandes familles grecques, les trafiquants de toutes sortes qui firent des Jeux olympiques de 2004 à Athènes un vaste terrain d'opérations frauduleuses et spéculatives; ou encore les vendeurs d'armes français, allemands, néerlandais, espagnols, italiens et autres qui, en 2010 encore, vendirent pour plus d'un milliard d'euros de matériel au gouvernement grec étaient tous complices actifs d'un système dont ils réclament – directement ou indirectement – une «réforme urgente».

L'état d'urgence, placé sous la surveillance de la Troïka, a fait logiquement éclater le système politique mis en place après les colonels, au-delà du legs que ces derniers ont laissé. Clientélisme politique, corruption, évasion fiscale constituaient l'humus du système bipartisan, avec son «économie parallèle». Ce qui n'est pas une exception en Europe. L'application des mesures contenues dans les trois Mémorandums se heurte d'abord à une résistance sociale multiforme, mais aussi à de très nombreux mécanismes socio-politiques et institutionnels qui formaient et forment les points d'appui de partis dominants comme la Nouvelle Démocratie et le PASOK (Mouvement socialiste panhellénique).

Après les élections de juin 2012, le recul de la Nouvelle Démocratie (même après avoir intégré des petites formations politiques comme une partie du LAOS – Alerte populaire orthodoxe, droite dure – ou Alliance démocrate, scission de la ND) et la descente aux enfers du PASOK concrétisent, sous la forme politico-parlementaire, la crise de direction politico-institutionnelle des classes dominantes grecques. Ces dernières sont ébranlées et ont un statut de complices placés sous surveillance des «experts de la Troïka», eux-mêmes englués dans les difficultés qu'affrontent leurs patrons pour élaborer un plan hégémonique pour «leur sortie de crise» du noyau dur de la zone euro, sans mentionner celle de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal.

Dès lors, rien d'étonnant que, depuis le mois de septembre 2012, un des centres principaux de préoccupation des divers représentants des classes dominantes soit la résistance de la coalition qui constitue le gouvernement (Nouvelle Démocratie, PASOK et Démocrates de gauche) et la nécessaire formation d'un «parti européen pro-Mémorandum» dont les contours restent à définir.

Situation politique: ses points nodaux

On pourrait capturer, de manière condensée, la situation politique de la Grèce dès la mi-2012 ainsi.

1° Les dominants contrôlent le gouvernement, les diverses administrations centrales et municipales, l'armée, la police, les médias, l'Eglise, la banque centrale, le sommet des deux appareils syndicaux (ADEDY, public, et GSEE, privé), le parlement à quelques voix près.

2° Mais des failles s'élargissent dans ce contrôle sous l'effet conjugué, d'une part, de la remise en question des mécanismes politico-clientélaires du passé et, d'autre part, des multiples résistances sociales, toujours vives, comme des rejets politiques affirmés des gouvernants qui les deux surgissent de tous les recoins de la société et de diverses institutions (municipalités, hôpitaux, écoles, universités, entreprises publiques), avec la dispersion physiologique qui en découle. La permanence de la coalition gouvernementale est directement interrogée dans une telle physionomie politico-institutionnelle et sociale.

3° Dans ce contexte, une coalition politique dite anti-capitaliste, SYRIZA, s'est transformée en une force de contestation de l'ancien système bipartisan (Nouvelle Démocratie, PASOK) en moins de trois ans. En octobre 2009, SYRIZA réunit 4,6% des suffrages aux élections législatives anticipées; en mai 2012, elle obtient 16,78% et le 17 juin 26,89%, soit le deuxième parti et le leader de l'opposition. Le paysage politique est abruptement bouleversé. Le PASOK passe de 43,92% en 2009 à 13,18% en mai 2012 et à 12,28% en juin. Quant à la Nouvelle

Démocratie, elle réunit 33,48% des suffrages en 2009, 21,40% en mai 2012 et 29,60% en juin, après cooptation d'autres formations et suite à une bipolarisation (ND versus SYRIZA) dans laquelle elle a pu utiliser tous les instruments institutionnels à portée de main; auxquels il faut ajouter une campagne politique de chantage des centres gauche et centres droit de la zone euro, comme des institutions de cette dernière.

Donc, SYRIZA est devenue, en très peu de temps, le canal d'expression politique anti-Mémorandum. Elle a introduit un élément supplémentaire de crise et de déséquilibre au sein du champ socio-politique. SYRIZA reste une coalition hétérogène du point de vue idéologique et en termes de stratégie, mais elle est unie, jusqu'à maintenant, sur des objectifs immédiats au centre de l'affrontement social et qui entrent en syntonie avec les résistances sociales multiformes. Il n'en découle pas que l'emprise organisée de SYRIZA au plan social soit en concordance avec son audience électorale, bien que les diverses composantes de la coalition et la coalition en tant que telle soient de plus en plus actives dans les quartiers et renforcent un réseau organisationnel. Toutes ces particularités ne devraient donc pas susciter dans la gauche radicale européenne de nouvelles élucubrations sur un «modèle» cette fois nommé SYRIZA.

4° Le Parti communiste (KKE) – aux références stalinienne affirmées – a dans le même laps de temps, trois ans, perdu son statut de «représentant des travailleurs». Au plan électoral, il passe de 7,54% en 2009 à 8,48% en mai 2012 et à 4,5% en juin 2012, cela dans un contexte de crise et de luttes sociales et politiques sans précédent depuis fort longtemps. Un tel renversement des rapports de force – imaginez qu'au parlement les députés du KKE doivent intervenir non seulement après ceux de SYRIZA mais après ceux d'Aube Dorée, étant donné leur «classification électorale»! – nourrit une crise au sein du KKE que son fort appareil a de plus en plus de difficultés à maintenir secrète. Un sujet sur lequel aussi nous reviendrons.

5° S'inscrivant dans une tradition idéologique anticommuniste virulente et de régime autoritaire – dont les souvenirs se conjuguent au présent par plus d'un acteur, civil et militaire, ce que le quotidien bourgeois *To Vima* a rendu public –, le parti néonazi Aube Dorée a fait son entrée au parlement en mai 2012 avec 6,97% des voix. Il a répété ce score en juin avec 6,92% et les sondages lui attribuent une audience accrue depuis lors; il surfe sur la vague nationaliste et anti-immigré-e-s. Nous l'analyserons par la suite.

6° Au cours de l'automne 2012, les mobilisations sociales des secteurs privé et public n'ont pas cessé. Après les deux jours de grève générale des 6 et 7 novembre, elles continuent, sans qu'il soit possible à cette étape d'avoir une perception plus claire de l'impact des courants syndicaux classistes.

7° Lorsqu'une société est brutalisée de manière si forte et avec l'impression que le gouffre dans lequel elle glisse ne peut que s'approfondir, les oscillations politiques de forts contingents populaires peuvent être rapides, accablement et révolte se côtoyant. Ce d'autant plus que toutes les références institutionnelles et politiques du passé sont en voie de délitement. Les sondages sont dès lors difficiles à interpréter. L'opposition aux mesures prises par le gouvernement est très forte. SYRIZA ressort comme le parti qui gagnerait le plus de voix aujourd'hui, suivie par la Nouvelle Démocratie et Aube Dorée. Mais un écart significatif semble exister entre un vote pour SYRIZA et une adhésion à un gouvernement de SYRIZA; ce qui n'est pas pour étonner lorsque les éléments constitutifs d'un leadership de classe alternatif sont encore embryonnaires, même si la perspective de son émergence est l'enjeu de la définition stratégique et de la pratique politique discuté dans SYRIZA, pour la période politique présente.

Du côté bourgeois, un débat en quelque sorte parallèle sur l'affirmation d'un nouveau leadership – qui peut conjuguer technicité et autoritarisme – est à l'ordre du jour. C'est là une caractéristique du type de crise d'ensemble qui touche aujourd'hui certaines formations sociales au sein de l'Union européenne. (*A suivre*)